

LOGEMENTS SOCIAUX À BOUIRA

Les enfants de chouhada réclament leur quota à M'chedallah

Emboitant le pas aux mécontents qui avaient procédé à la fermeture des sièges de l'APC et de la daïra, pendant une semaine, suite à l'affichage de la liste des bénéficiaires des 140 logements sociaux de M'chedallah, le bureau local de l'Onec (Organisation nationale des enfants de chouhada) a rendu publique une déclaration.

Dans sa missive, le bureau interpelle le président de la République afin d'intervenir en sa faveur pour que la loi 99/07 du 5 avril 1999, relative au moudjahid et au chahid, notamment son article 44, qui institue un quota de logements au profit de cette catégorie dans le cadre des logements sociaux, soit toujours maintenue.

En effet, cette loi qui était restée en vigueur pendant

plusieurs années et qui a permis à l'Onec, qui était représentée au sein de la commission d'attribution des logements, d'avoir son quota de logements qu'elle attribue aux enfants de chouhada et veuves de chahid et leurs ayants droit, a été abrogée en 2008, suite à la publication du décret exécutif n°142 du 11 mai 2008 qui fixe les modalités d'attribution du logement social à caractère

locatif et qui réserve, au lieu de quotas, plus de points aux enfants de chouhada par rapport aux autres postulants.

Or, et d'après l'Onec, ce nombre de points attribués aux enfants de chouhada est vite battu en brèche par des postulants ayant des dossiers de logements vieux de plus de 15 ans et qui obtiennent de fait 50 points.

Et sachant que la majorité des dossiers de demandeurs de logements dépasse ce nombre d'années, les enfants de chouhada se retrouvent dès le départ disqualifiés. Dans sa correspondance, le bureau local de l'Onec de M'chedallah, et à

propos de la récente attribution de logements sociaux, 140 au total, parle d'une certaine injustice à l'égard de cette catégorie.

Notons que l'Onec avait déjà interpellé le chef de daïra en sa qualité de président de la commission d'attribution de logements, mais ce dernier leur a répondu que la loi ne fixe aucun quota pour cette catégorie et que les dossiers des enfants de chouhada et des veuves de chahid sont étudiés au même titre que tous les autres dossiers avec, cependant, des points en plus pour cette catégorie.

Y. Y.

BÉJAÏA

Les élus des communes bloquées menacent de recourir à des actions radicales

Le bras de fer durcit entre le wali et les élus de l'opposition des sept communes bloquées qui menacent tout simplement de recourir à des actions radicales pour «se faire entendre».

«Des rassemblements populaires devant les sièges des APC, de daïra et au niveau du chef-lieu de wilaya de Béjaïa, des sit-in des élus devant l'APN et même une grève de la faim seront initiés prochainement dans le cas où l'administration persisterait à faire la sourde oreille à nos doléances», ont annoncé les élus dissidents lors d'une rencontre avec la presse tenue dans l'après-midi de mercredi dernier à Béjaïa.

Les élus frondeurs ont expliqué que les situations de blocage que vivent les sept communes en question résultent principalement de «la non-application de la loi» par le wali de Béjaïa.

Reçus il y a un peu plus d'un mois en marge d'un rassemblement de protestation observé devant le siège de la wilaya par le wali de Béjaïa, Ali Bedrici, qui a fermement, pour rappel, opposé une fin de non-recevoir à leurs doléances en leur rappelant que son «administration ne fait qu'appliquer vigoureusement la loi», les élus frondeurs sont revenus à la charge pour pointer du doigt une nouvelle fois la première autorité de la wilaya, accusée ouvertement d'avoir

«transgressé les textes fondamentaux de la République». Intervenant tour à tour pour exposer le cas de chacune des communes bloquées, les élus protestataires ont, tout en appuyant leur démarche sur les dispositions contenues dans le code communal en pareille situation, battu en brèche toutes les explications mises en avant par l'administration pour «justifier le maintien sous son autorité de la gestion des affaires de leur cité à travers la signature d'arrêtés de substitution illégaux et anti-constitutionnels n'ayant aucune assise juridique qui excluent ainsi de fait une majorité des élus», dénonce-t-on. «Nous sommes dans un Etat de droit.

L'administration se doit d'appliquer à la lettre les textes en vigueur», a affirmé un élu de Chemini qui ne comprend pas que le maire de sa commune «condamné par la justice à six mois de prison avec sursis soit toujours maintenu à son poste alors que les textes sont pourtant clairs», s'indigne-t-il.

Les élus de l'opposition des municipalités de Sidi-Aïch, Toudja et Tinebdar indiquent, pour leur part, que «les multiples retraits de confiance approuvés par les deux tiers des membres de l'assemblée conformément à l'article 55 du code communal n'ont trouvé, à ce jour, aucun écho auprès de la même administration qui maintient en place les

deux maires prétextant le remplacement préalable du président démis alors que l'article 51 du même code communal stipule clairement que son remplacement par un élu de la même liste doit intervenir dans un délai d'un mois». Un élu de Timezrit explique de son côté que sa commune est gérée par le chef de daïra depuis le décès du P/APC, assassiné, pour rappel, il y a plus d'une année par un groupe terroriste à Adekar.

Dans la commune de Aït Mlikeche, les élus frondeurs qui reprochent à leur président «l'abus d'autorité, le faux et usage de faux, la centralisation des décisions...» ont rappelé que leur président d'APC a été «condamné en première instance par le tribunal de Sidi-Aïch». «Une condamnation confirmée par la cour de Béjaïa», précisent les élus qui exigent du wali «l'application de l'article 33, à savoir «constater par arrêté cette exclusion prononcée de droit par l'assemblée».

Le même cas est signalé par les élus de Melbou. Par ailleurs, dans une déclaration remise à la presse, tout en réaffirmant leur détermination «à user de tous les moyens légaux afin de réhabiliter la notion de l'élus dans toutes ses dimensions», les élus frondeurs ont tenu à informer l'opinion et les pouvoirs publics qu'ils ne sont «ni bloqueurs, ni nihilistes, ni encore moins des égoïstes».

A. Kersani

TIARET

Les handicapés de Mahdia prouvent que rien ne vaut la volonté

Le centre médico-pédagogique pour enfants déficients mentaux de Mahdia, Tiaret, a vécu une ambiance bon enfant à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale des handicapés coïncidant avec le 3 décembre de chaque année.

Les pensionnaires du centre ont eux-mêmes fait l'événement en présentant une série de festivités fortement applaudies par les invités venus nombreux partager des moments de joie en cette circonstance. Aussi, saisissant cette opportunité, la direction de l'action sociale n'a pas été sans initier un geste

aussi sympathique que louable en distribuant une dizaine de fauteuils roulants flambant neufs sous une salve d'applaudissements. Une initiative que les handicapés «bénéficiaires» et leurs parents présents dans la salle ont bien accueilli, tant les signes de l'allégresse étaient visibles sur

leurs visages. La distribution de diplômes aux handicapés ayant suivi des cours au centre de formation professionnelle est l'autre fait marquant de cette journée conviviale.

Et l'illustre exemple est certainement celui de cette jeune fille sourde, prénommée Siham Daoudadji, qui a su braver son handicap pour devenir une coiffeuse hors pair, selon les témoignages du personnel du centre. Cette

prouesse lui a même valu un soutien de la part du wali de Tiaret en instruisant les services concernés de lui accorder un local et un crédit bancaire au titre du dispositif Ansej. En somme, il faut dire que les pensionnaires du centre de Mahdia, qui ont fêté le 3 décembre au rythme de la qualification de l'équipe nationale au Mondial, ont prouvé lors de cette journée que rien ne vaut la volonté...

Mourad Benameur

SÉNATORIALES À BOUMERDÈS

Le FLN sur du velours

Les quatre candidats de la wilaya de Boumerdès pour le poste de sénateur représentant la wilaya sont connus.

L'actuel P/APW, Si Youcef Mokhtar, a été désigné à l'issu d'un scrutin à deux tours par les 115 élus FLN. Son outsider est l'un de ses adjoints dans l'institution qu'il préside. Il s'agit de Bouzad Djillali qui a été élu en un seul tour par les 67 élus que compte le RND. Le troisième candidat, le P/APC de Cap Djinet, est présent dans ce processus pour représenter les islamistes, tendance Menasra. Dix représentants du FNA ont avalisé la candidature de Boudhar Yacine, élu à l'APC de ce parti dans la commune de Si Mustapha. Quelles sont les chances des candidats ? En la matière, force est de constater que Si Youcef Mokhtar a plusieurs longueurs d'avance sur ses concurrents. Le P/APW et mouhafedh du FLN à Boumerdès a été désigné d'une manière qui ne souffre d'aucune contestation, et ce, en présence de la quasi-totalité des élus de ce parti à l'issue d'un scrutin où étaient présents 7 candidats.

Il est à noter que Si Youcef jouit d'un grand respect aussi bien auprès de militants et élus du parti que de l'opinion publique. Ceux sont sans aucun doute des arguments qui mobiliseront le jour du vote tous les élus de l'ex-parti unique. Mais l'essentiel dans ce genre de bataille politique est le nombre de voix. Dans ce domaine, le FLN dispose d'un gisement électoral plus important — 115 grands électeurs — que ses adversaires. Cependant, cette avance n'est pas déterminante. Le prétendant pouvant le battre, celui du RND en l'occurrence, dispose de 67 voix auxquelles s'ajoutent celles de 17 voix des élus qui ont, selon Dramchini Boualem, sénateur et chef du bureau du RND de Boumerdès, rallié son parti. Cela fait 84 votants potentiels pour le RND.

FLN plus RND, cela ne fait au total que 199 voix. Il reste 151 voix à prendre, remarque malicieusement Dramchini qui a damé le pion en 2006 au FLN pour lui arracher le poste. Examinons ce potentiel. Mis à part deux ou trois élus qui ont rejoint soit le FLN, soit le RND, le FFS — 39 élus officiels — boycottera sûrement ce scrutin. Les islamistes — 28 voix — qui ont suivi Menasra ont leur postulant. Mais tout le monde s'accorde à dire qu'ils se mettent simplement en position de négociateur. Pour eux, tout est négociable et tout a un prix. Cependant, eux qui avaient présenté en 2006 leur candidat pour ensuite reporter leurs voix sur le candidat du RND ne seraient pas prêts, selon nos sources, à renouveler cette expérience en faveur du parti d'Ouyahia. Nos sources affirment que Dramchini, le bénéficiaire, n'aurait pas concrétisé les promesses faites aux islamistes à cette époque.

Les voix du FNA — 29 — seront réparties entre l'abstention, le vote en faveur de Boudhar, représentant de ce parti, et les deux principaux candidats. Les deux concurrents du FLN et du RND se disputeront en outre les 23 voix des élus indépendants ainsi que les 26 du Parti des travailleurs mais le gros des troupes votera, d'après nos estimations, pour le P/APW. S'agissant des 12 élus du RCD, à l'heure actuelle, ils n'ont reçu aucune consigne de vote. La grande inconnue reste les 17 élus des petits partis politiques (Nahda 8, RPR 2, Islah 2 et 5 restés fidèles à Abou Djerra Soltani).

Tout ce charivari électoral et la dispersion des voix arrangent le candidat du FLN. Il faut espérer que les détenteurs de capitaux sales n'interviendront pas dans ce scrutin restreint. Que l'administration et les «services» évitent également de mettre les pieds dans le plat, comme il était de coutume, et laisser les élus faire leur choix en toute démocratie. Déjà que le Sénat souffre du manque de crédibilité aux yeux des citoyens, cela reste un minimum politique à observer.

Abachi L.